

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE DE TAHITI

Société anonyme au capital de 2 560 494 000 F.CFP.

Siège social : Rue François Cardella, Papeete - Tahiti.

R.C. Papeete 6833 B -LBFON N° 6, N° TAHITI 030130001.

*Comptes annuels individuels au 31 décembre 2025***I. — Compte de résultat.**

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	3.1	12 010 727	11 565 157
Intérêts et charges assimilées	3.1	-5 446 590	-5 824 536
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2		
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	3.2		
Revenus des titres à revenu variable	3.3	3 008	3 008
Commissions (produits)	3.4	3 915 454	3 638 269
Commissions (charges)	3.4	-1 347 909	-1 201 804
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	217 970	235 917
Autres produits d'exploitation bancaire	3.7		
Autres charges d'exploitation bancaire	3.7	170 972	253 593
Produit net bancaire		9 286 997	8 475 849
Charges générales d'exploitation	3.8	-5 342 643	-5 246 324
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-338 997	-337 759
Résultat brut d'exploitation		3 605 357	2 891 766
Coût du risque	3.9	188 162	-570 782
Résultat d'exploitation		3 793 519	2 320 984
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.10	426	4
Résultat courant avant impôt		3 793 945	2 320 988
Résultat exceptionnel	3.11	-424 085	-135 707
Impôt sur les bénéfices	3.12	-1 058 215	-772 715
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-536 934	26 808
RESULTAT NET		1 774 711	1 439 375

II. — Bilan et Hors-bilan.

ACTIF

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisses, banques centrales		38 420 186	32 533 563
Effets publics et valeurs assimilées	4.3		
Créances sur les établissements de crédit	4.1	87 273 057	64 569 100
Opérations avec la clientèle	4.2	278 142 203	261 559 525
Obligations et autres titres à revenu fixe	4.3		
Actions et autres titres à revenu variable	4.3	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	4.4	284 915	285 878
Parts dans les entreprises liées	4.4		
Opérations de crédit-bail et de locations simples	4.5		
Immobilisations incorporelles	4.6	201 762	192 467
Immobilisations corporelles	4.6	2 047 821	2 044 569
Autres actifs	4.8	1 729 514	1 989 970
Comptes de régularisation	4.9	746 100	766 937
TOTAL DE L'ACTIF		408 845 557	363 942 008

Hors bilan

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés			
Engagements de financement	5.1	56 670 324	45 806 904
Engagements de garantie	5.1	15 943 727	14 969 826
Engagements sur titres		0	0

PASSIF

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	4.1	112 054 805	81 087 186
Opérations avec la clientèle	4.2	268 893 923	256 438 121
Dettes représentées par un titre	4.7	1 299 659	1 327 569
Autres passifs	4.8	2 049 344	1 678 533
Comptes de régularisation	4.9	3 178 969	3 726 634
Provisions	4.10	512 208	1 136 384
Dettes subordonnées	4.11	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	4.12	828 048	291 114
Capitaux propres hors FRBG	4.13	20 028 601	18 256 467
Capital souscrit		2 560 494	2 514 666
Primes d'émission		4 235 977	3 949 094
Réserves		3 713 839	3 713 839
Écart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		7 743 580	6 639 494
Résultat de l'exercice (+/-)		1 774 711	1 439 375
TOTAL DU PASSIF		408 845 557	363 942 008

Hors bilan

<i>en milliers d'XPF</i>	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements reçus			
Engagements de financement	5.1	0	0
Engagements de garantie	5.1	253 680 664	227 973 418
Engagements sur titres			

III. — Notes annexes aux comptes individuels annuels.

Note 1. — Cadre général.

1.1. Le groupe BPCE. — Le Groupe BPCE¹ dont fait partie l'entité Banque de Tahiti comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales. — Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne : Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe. Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement. Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE). Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires. Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque. — BPCE : Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne. BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe. En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe. Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisées autour de deux grands pôles métiers : -la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) et Assurances et les Autres Réseaux ; - Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking) . Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2. Mécanisme de garantie. — Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie. BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux. Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution. BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et le Fonds de Garantie Mutuel. Le Fonds réseau Banque Populaire est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable. Le Fonds réseau Caisse d'Epargne fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable. Le Fonds de Garantie Mutuel est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 211 millions d'euros au 31 décembre 2025. Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe. Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres. Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central. La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire. Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3. Evénements significatifs — En 2025, dans un environnement international incertain et une croissance économique mondiale stable, l'économie de la Polynésie Française continue de progresser, comme en témoigne le chiffre d'affaires des entreprises du Fenua, en hausse de 3,2% sur les douze derniers mois tandis que les grandes économies de la zone indo-pacifique (Australie, Nouvelle-Zélande, Indonésie et Fidji) affichent une progression encore plus forte, à 4,8%. La fin de l'année 2025 s'achève donc

sur un bilan globalement positif pour la Polynésie française. Cette dynamique est notamment portée par une fréquentation touristique record et un contexte inflationniste plus favorable, soutenue par un marché du travail en progression (taux d'emploi de 57,5% contre 55% en 2024), lui-même dynamisé par la consommation des ménages. Le marché du travail en Polynésie française est robuste sur la fin de l'année 2025, quel que soit le secteur d'activité considéré. Il enregistre un taux d'emploi à son plus haut niveau depuis 6 ans. En 2025, la Polynésie française enregistre un nouveau record de fréquentation touristique en accueillant plus de 281 200 touristes (contre 263 800 en 2024, précédente année record). Avec 53 960 croisiéristes (+3,5 % par rapport à 2024), la proportion de croisiéristes se maintient autour de 20 %. En cohérence avec ces améliorations, la production de crédit aux entreprises poursuit sa progression (+16,9 % sur un an et +8,2 % depuis janvier), principalement tirée par les crédits d'équipement (+24,8 % sur un an), qui atteignent 27,1 milliards de F.CFP. Les crédits immobiliers aux entreprises augmentent également sur les neuf premiers mois (+22,1 %), même si le troisième trimestre affiche un recul annuel (-11,3 %). Cette dynamique d'investissement intervient dans un contexte de baisse du coût du crédit immobilier, tant pour les entreprises (-0,54 point depuis janvier, à 3,02 %) que pour les ménages (-0,56 point, à 3,01 %). Les crédits immobiliers aux particuliers s'élèvent à 26,9 milliards de F.CFP en cumul depuis janvier, soit une hausse annuelle de 22,8 %. Par ailleurs, l'indice du Climat des Affaires (ICA) s'est maintenu au-dessus de sa moyenne de long terme, témoignant de la confiance des chefs d'entreprise et du dynamisme de l'économie. Les anticipations à court terme des chefs d'entreprise demeurent prudentes mais semblent relativement optimistes concernant leurs prévisions d'investissement sur l'année 2026, notamment dans le secteur de l'hôtellerie restauration. Néanmoins, le climat économique reste contrasté, entre boom touristique et prudence du côté du secteur secondaire. L'année 2025 s'achève sur une note mitigée pour les chefs d'entreprise du secteur secondaire (BTP, industrie). Après un quatrième trimestre marqué par une activité légèrement moins dynamique que prévu, les dirigeants du BTP restent prudents et n'anticipent pas d'évolution majeure pour la nouvelle année. De plus, la Polynésie française demeure fortement dépendante de ses approvisionnements extérieurs. La hausse des importations correspond en partie à une reconstitution des stocks des entreprises, mais aussi à une consommation accrue des ménages et des touristes, plus nombreux. Cette hausse de la consommation reste fragile, comme l'indique le recul, pour le troisième trimestre consécutif 2025, des octrois de crédits à la consommation des ménages (- 17,1 %, après - 5,7 % au deuxième trimestre et - 8,8 % au premier trimestre). Globalement, l'année 2025 a été marquée par des réformes fiscales conduites par le Pays afin de soutenir le développement économique et d'accompagnement les politiques sectorielles. Standard & Poor's confirme les notes attribuées en 2024 : « A » à long terme et « A-1 » à court terme. L'amélioration constatée en 2024, un cran au-dessus du A3 attribuée par Moody's en octobre 2023, se confirme. La note à long terme « A » atteste de la forte aptitude du Pays à honorer ses dettes. Elle est motivée par la solidité des performances budgétaires et la stabilité de l'endettement, malgré les risques liés aux engagements hors bilan des entités satellites. Quant à la note à court terme « A-1 », elle indique la forte aptitude de Pays à disposer de liquidités mobilisables rapidement pour payer ses dettes et à accéder aux ressources externes. Elle reflète d'une part, le bon niveau de trésorerie du Pays, ses emprunts revolving et le solde de ses emprunts restant à mobiliser et d'autre part, sa capacité à accéder aux emprunts. A fin décembre 2025, le Produit Net Bancaire (PNB) s'établit à 9 286 millions F CFP en hausse de 811 millions F CFP par rapport à N-1 et en avance de 735 millions par rapport au budget. La marge nette d'intérêts (MNI) globale est avancée de 805 millions de F CFP par rapport à 2024 et en avance de 665 millions de F CFP par rapport au budget 2025. Les intérêts des crédits clientèle profitent de la bonne dynamique observée sur la production de crédits, tous marchés confondus, couplée à des niveaux de taux légèrement supérieurs aux objectifs. Par ailleurs, le coût moyen de la ressource clientèle diminue grâce à la réduction du volume de placements à terme de 12 Mds, conséquence des baisses successives des grilles de placement à terme, toutes devises confondues, réalisées toute au long de l'année 2025. La MNI interbancaire profite d'une gestion financière optimisée lui permettant d'enregistrer une hausse de 77 millions de F CFP par rapport à 2024 et de 229 millions de F CFP par rapport au budget 2025. Le gain de change fléchit légèrement, consécutivement à la forte dépréciation du dollar US. Les commissions profitent également d'une bonne dynamique commerciale et s'établissent en progression de 131,1 millions de F CFP par rapport à 2024 (+5,38 %) et dépassent budget de 149,7 millions de F CFP. Cette évolution résulte notamment de la hausse de 45,1 millions de CFP des commissions sur vente de produits d'assurance IARD qui poursuivent leur développement enclenché depuis plusieurs années ainsi que de l'augmentation de 14,8 millions de F CFP des opérations internationales, tirées par la mise en place de nouvelles commissions sur les dépôts d'espèces en devises au guichet. En revanche, les commissions monétiques sont en retrait de 53 millions de F CFP par rapport à 2024 et de 17 millions de F CFP par rapport au budget, en raison de charges CIP VISA plus élevées. La clientèle montre à nouveau son intérêt pour les placements SCPI et les placements en assurance vie continuent leur progression notable, portant les commissions Hors Bilan à une progression de 45 millions de F CFP par rapport à 2024 et de 52 millions de F CFP par rapport au budget 2025. Les frais de gestion atteignent 5 681 millions de F CFP, en dépassement de 97 millions de F CFP par rapport à décembre 2024 (+1,7%) et de 186 millions de F CFP par rapport au budget : les frais de personnel sont en dépassement de 26 millions de F CFP par rapport à 2024 et de 157 millions de F CFP par rapport au budget. Ils tiennent notamment compte d'un intéressement basé sur le résultat 2025 et l'accord d'intéressement en vigueur depuis 2024 ; les impôts et taxes sont en hausse de 28 millions de F CFP par rapport à 2024 et en dépassement de 18 millions de F CFP avec le budget, en lien avec la progression du PNB, les services extérieurs sont en dépassement de 41 millions de F CFP par rapport à 2024 et en économie de 21 millions de F CFP vs budget. Les frais refacturés par les sociétés du groupe sont en progression mais compensés principalement par une baisse des dépenses de consulting, les dotations sont en dépassement de 1 millions de F CFP par rapport à 2024 et de 31 millions de F CFP par rapport au budget 2025. Le COEX s'établit à un niveau de 61,2% contre 65,9 % en 2024 et 64,3% au budget 2025. Le coût du risque ressort en reprise nette de 188,2 millions de F CFP en 2025, contre une dotation de 570,8 de millions F CFP en 2024. Il se décompose du reclassement de la provision sectorielle de 536 millions de F CFP en FRBG ainsi que de dotations individuelles et réglementaires de -348 millions de F CFP. Hors reclassement de la provision sectorielle, la dotation est en baisse de 222 millions de F CFP par rapport à décembre 2024 et pratiquement à la cible budgétaire 2025 de 350 millions de F CFP. Le coût du risque est essentiellement porté par des dotations individuelles du marché des particuliers avec 266 millions de F CFP de dotations nettes et du marché des professionnels avec 68 millions de F CFP. Le résultat courant avant impôt 2025 progresse fortement par rapport à 2024 et atteint 3 794 millions de F CFP. Le résultat net à fin décembre 2025 ressort à 1 774 millions de F CFP contre 1 439 millions de F CFP en 2024 et 1 448 millions de F CFP au budget 2025 soit une avance de 326 millions de F

CFP, essentiellement portée par la progression significative du PNB, la bonne tenue des frais de gestion et la maîtrise du coût du risque. 2025 a été marquée par :

06/2025 : Changement de rattachement de 2 services, à savoir : Le service production des crédits (marchés des particuliers et professionnels) est rattaché au Directeur PB-BDD ; le service ressources humaines est rattaché au Secrétariat Général

La direction RH-BDD-PB devient la Direction Banque de Détail et Services clients.

08/2025 : Evolution d'organisation de la Direction Financière, Informatique & Monétique portant sur le pôle Finance.

11/2025 : Evolution du marché des professionnels & impacts sur le réseau BDD.

12/2025 : Evolution de la DRCCP sur le pôle Sécurité Informatique.

1.4. Evénements postérieurs à la clôture. —Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

Note 2. – Principes et méthodes comptables généraux.

2.1. Méthodes d'évaluation et de présentation des comptes individuels et date de clôture. — Les comptes individuels annuels de la Banque de Tahiti sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 17 mars 2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 05 mai 2026. Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.2. Changements de méthodes comptables. — Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2025. Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement. L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3. Principes comptables généraux. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation ; permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ; indépendance des exercices ; et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.4. Principes applicables aux mécanismes de résolution bancaire—Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015. Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par la Banque de Tahiti représente 9 millions de F CFP. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 1 millions de F CFP. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 201 millions de F CFP. Le fonds de résolution a été constitué en 2015 par la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, et l'ordonnance n°2015-1024 transposant cette directive. Le fonds est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution nationale (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – ACPR). Cette dernière pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution. Conformément aux décisions 2019-CR-03 et 2019-CR-04 sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, l'ACPR a déterminé les contributions au fonds de résolution pour l'année 2025. Le montant des contributions versées représente pour l'exercice -0.2 millions de F CFP correspondant aux intérêts. Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 18.5 millions de F CFP au 31 décembre 2025.

Note 3. – Informations sur le compte de résultat.

3.1. Intérêts, produits et charges assimilées.

Principes comptables — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis. Les intérêts négatifs sont présentés comme suit : un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB, un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB. Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	3 004 813	-2 285 138	719 674	3 060 187	-2 417 882	642 305
Opérations avec la clientèle	9 005 914	-3 161 452	5 844 463	8 504 970	-3 406 654	5 098 316
						5 740
TOTAL	12 010 727	-5 446 590	6 564 137	11 565 157	-5 824 536	621

3.2. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

Principes comptables —Sont enregistrés à ce poste les produits et charges provenant d'immobilisations figurant à l'actif du bilan aux postes « Crédit-bail et opérations assimilées » et « Location simple », notamment : les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ; les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives

à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ; les dotations aux amortissements des immobilisations.

Aucun produit et charge sur opérations de crédit-bail et locations assimilées à la Banque de Tahiti.

3.3. Revenus des titres à revenu variable.

Principes comptables — Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées. Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	3 008	3 008
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
TOTAL	3 008	3 008

3.4. Commissions.

Principes comptables — Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3.1). Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation : commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ; commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	394	-19 227	-18 834	375	-16 395	-16 020
Opérations avec la clientèle						1 276
	1 352 910		1 352 910	1 276 370		370
Opérations sur titres	12 390	-11 270	1 120	15 376	-11 662	3 714
Moyens de paiement	1 858 656	-1 317 412	541 244	1 753 949	-1 173 748	580 201
Opérations de change	146 620		146 620	122 416		122 416
Engagements hors-bilan			0			0
Prestations de services financiers	525 344		525 344	452 221		452 221
Activités de conseil	19 140		19 140	17 562		17 562
Autres commissions			0			0
TOTAL	3 915 454	-1 347 909	2 567 545	3 638 269	-1 201 804	2 436 464

3.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation. Principes comptables — Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent : – les gains ou pertes des opérations de bilan et d'hors-bilan sur titres de transaction ; – les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux ; – les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Titres de transaction		
Opérations de change	217 970	235 917
Instruments financiers à terme		
TOTAL	217 970	235 917

3.6. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

Principes comptables — Ce poste correspond aux gains ou pertes sur opérations des portefeuilles sur titres de placement et sur titres de l'activités de portefeuille, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations						
Dotations	0		0	0		0
Reprises	0		0	0		0
TOTAL	0	0	0	0	0	0

3.7. Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

Principes comptables — Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques. Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste d'immobilisations corporelles. Ces produits et charges comprennent notamment : – les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ; – les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ; – les dotations aux amortissements des immobilisations concernées. Depuis 2025, suite à la suppression de la technique

de transfert de charges par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les charges précédemment transférées sont présentées directement en déduction des charges d'origine.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	total
Quote-part d'opérations faites en commun	0		0	0		0
Refacturations de charges et produits bancaires	79 035	-108 282	-29 248	58 055	-79 677	-21 622
Activités immobilières			0			0
Prestations de services informatiques	69 362	-128 353	-58 991	153 875	-102 382	51 493
Autres activités diverses	22 576	0	22 576	41 662	-11 694	29 968
Autres produits et charges accessoires (1)						
TOTAL	170 972	-236 635	-65 663	253 593	-193 754	59 839

3.8. Charges générales d'exploitation.

Principes comptables — Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs. Depuis 2025, suite à la suppression de la technique de transfert de charges par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les charges précédemment transférées sont présentées directement en déduction des charges d'origine.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Salaires et traitements	-2 003 350	-2 013 114
Charges de retraite et assimilées	-296 668	-322 640
Autres charges sociales	-378 712	-342 591
Intéressement des salariés	-147 821	-121 704
Total des frais de personnel	-2 826 550	-2 800 049
Impôts et taxes	-429 585	-400 869
Autres charges générales d'exploitation	-2 086 507	-2 045 407
Total des autres charges d'exploitation	-2 516 093	-2 446 276
TOTAL	-5 342 643	-5 246 324

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 68 cadres et 229 non-cadres, soit un total de 297 salariés. Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) versées à BPCE sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe versées à BPCE sont présentées en charges générales d'exploitation.

3.9. Coût du risque.

Principes comptables — Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Le terme "contrepartie", désigne toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature d'un instrument financier à terme, ou émetteur d'un titre de créance. Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1). Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors - bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties. Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025					Exercice 2024				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Clientèle	-1 053 380	1 255 612	-17 902	3 834	188 162	-1 352 201	799 226	-21 054	3 246	-570 782
Total	-1 053 380	1 255 612	-17 902	3 834	188 162	-1 352 201	799 226	-21 054	3 246	-570 782

dont:

-reprises de provisions utilisées

1 277 013

912 451

-Pertes couvertes par des provisions	-21 402	-113 225
Total reprises nettes	1 255 612	799 226

3.10. Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

Principes comptables — Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent : – les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ; – les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

Exercice 2025				Exercice 2024			
Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
<i>en milliers d'XPF</i>							
Résultat de cession		426	426			4	4
TOTAL	0	0	426	0	0	4	4

3.11. Résultat exceptionnel.

Principes comptables — Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	-424 085	-135 707
dont abandon de créances pour Défiscalisation	-424 085	-135 707
Total	-424 085	-135 707

3.12. Impôts sur les bénéfices.

Principes comptables — La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice et tient compte des éventuelles opérations de défiscalisation réalisées avant le 31 décembre. La Banque de Tahiti n'a pas signé avec sa mère de convention d'intégration fiscale en raison de l'autonomie fiscale propre de la Polynésie Française et de l'absence de convention fiscale entre cette dernière et la France.

<i>en milliers d'XPF</i>	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Montant	en %	Montant	en %
Résultat comptable	1 774 711		1 439 375	
Retraitements extra comptables	1 517 975		969 238	
Résultat fiscal	3 292 686		2 408 613	
Montant de l'IS	1 152 440	35%	843 015	35%
Crédits d'impôts	-565 657		-408 117	
Montant de la CSIS	471 403	14%	338 792	14%
Provision pour Litige	29		-97	
Impôt comptabilisé	1 058 215	32%	772 715	32%

Au cours de l'exercice, la Banque de Tahiti a effectué 1 392 millions de francs pacifiques d'apports en compte courant dans 8 projets dans le cadre des incitations fiscales à l'investissement applicables en Polynésie (3ème partie du Code des Impôts de la Polynésie Française). Ces souscriptions ont généré un crédit d'impôt de 565 millions de francs pacifiques. Ainsi, l'exonération d'IS utilisée au compte de résultat 2025 s'élève à 565 millions de francs pacifiques et porte sur 50% de l'IS conformément à la limite fixée par la nouvelle réglementation fiscale polynésienne. Par ailleurs, comme pour les exercices précédents, les crédits d'impôt sont constatés en profit au fur et à mesure de leur utilisation sans considération d'état d'avancement des projets correspondants.

3.13. Répartition de l'activité

<i>en milliers d'XPF</i>	Activités	
	Exercice 2025	Exercice 2024
Produit net bancaire	9 286 997	8 475 849
Frais de gestion	-5 681 640	-5 584 083
Résultat brut d'exploitation	3 605 357	2 891 766
Coût du risque	188 162	-570 782
Résultat d'exploitation	3 793 519	2 320 984
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	426	4
Résultat courant avant impôt	3 793 945	2 320 988

Note 4. – Informations sur le bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations. Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques.

4.1. Opérations interbancaires.

Principes comptables — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées. Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées — Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et 9 mois pour les créances sur les collectivités territoriales. Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée. Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés. Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension — Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire. Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation — Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux. Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement. Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés. Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Créances à vue	9 533 363	4 997 340

<i>Comptes ordinaires</i>	9 533 363	4 997 340
Créances à terme	76 891 262	58 824 511
<i>Comptes et prêts à terme</i>	76 891 262	58 824 511
Créances rattachées	848 432	747 250
TOTAL	87 273 057	64 569 100

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 4 735 394 milliers de francs pacifiques à vue et 76 821 721 milliers de francs pacifiques à terme. Le livret A n'est pas commercialisé en Polynésie.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue	230 192	252 019
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>	230 192	252 019
<i>Comptes et emprunts au jour le jour</i>		
<i>Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour</i>		
<i>Autres sommes dues</i>		
Dettes à terme	111 324 642	80 584 643
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	111 324 642	80 584 643
<i>Valeurs et titres donnés en pension à terme</i>		
Dettes rattachées	499 970	250 524
TOTAL	112 054 805	81 087 186

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 111 728 milliers de francs pacifiques à vue et 59 514 481 milliers de francs pacifiques à terme.

4.2. Opérations avec la clientèle.

4.2.1. Opérations avec la clientèle

Principes comptables — Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Prêts garantis par l'Etat — Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le dispositif a pris fin au 30 juin 2022. Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat. Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la déchéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la déchéance du terme en présence d'un événement de crédit. La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché. Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer. Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt. Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine. Le plafond autorisé est de 15% du chiffre d'affaires (CA) moyen des trois derniers exercices comptables. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15% du CA, ce PGE complémentaire Résilience prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a pris fin 31 décembre 2023.

Créances restructurées—Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux

contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et 9 mois pour les créances sur les collectivités territoriales. Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée. Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés. Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension — Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-07 modifiée de la Commission bancaire. Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation — Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et des coûts de prise de possession et de vente des biens affectés en garantie. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux. Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement. Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ». Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés. Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition. En pratique, pour les encours classés en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres : - Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ; - Taux de perte en cas de défaut ; - Probabilités de défaut jusqu'à la maturité du contrat. Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise. Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans : - le scénario central utilisé par le groupe est celui validé en juin 2025. Il correspond aux prévisions du consensus sur les principales variables économiques ayant un impact sur le calcul des pertes de crédit attendues. - un scénario pessimiste, avec une réalisation plus dégradée des variables macro-économiques, correspondant à une variante moins violente du scénario ICAAP « Guerres Commerciales et exacerbation des protectionnismes » ; - un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central. La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité WatchList et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques. Pour la Banque de Tahiti, la parfaite application de ces paramètres est complexifiée par l'indisponibilité de certaines informations structurantes (notes, volume d'opérations, profondeur d'historique, base de pertes), aussi une méthodologie de calibrage des dépréciations IFRS9 spécifique a été développée par la maison-mère.

Pour pallier ces écarts avec la méthode Groupe, un complément de provisions IFRS9 a été comptabilisé sous la forme d'une provision sectorielle : provision d'alignement avec le taux moyen de provisionnement du Réseau Caisse d'Epargne. Cette provision est conservée dans l'attente de la revue de la méthode de calcul IFRS9. Par ailleurs, il est à noter qu'à fin 2020, une provision sectorielle liée au contexte COVID avait été constituée, elle a progressivement évolué afin de prendre en compte le contexte inflationniste de ces dernières années. Le modèle révisé pour l'arrêté 2025 permet de matérialiser un risque global ciblé sur certains secteurs de l'économie polynésienne, ou certaines natures de crédits spécifiques, en tenant compte de la sinistralité constatée dans les encours de la Banque de Tahiti. Les hypothèses de calcul sont actualisées annuellement selon le contexte économique et les différents indicateurs de risques externes et internes.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	8 887 981	8 300 495
Créances commerciales	684 225	499 163
Autres concours à la clientèle	264 985 214	248 757 260
<i>Crédits de trésorerie et de consommation</i>	47 516 285	47 732 811
<i>Crédits à l'équipement</i>	83 828 444	74 300 414
<i>Crédits à l'habitat</i>	118 647 056	110 957 265
<i>Autres crédits à la clientèle</i>	14 736 783	15 415 188
<i>Autres</i>	256 647	351 581
Créances rattachées	585 759	524 265
Créances douteuses	6 618 032	6 635 781
Dépréciations des créances sur la clientèle	-3 619 008	-3 157 439
TOTAL DES CREANCES SUR LA CLIENTELE	278 142 203	261 559 525
<i>Dont créances restructurées</i>	603 479	685 930
<i>Dont créances restructurées reclassées en encours sains</i>	603 479	685 930

Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE) s'élèvent à 2 689 millions de francs pacifiques au 31 décembre 2025 contre 6 458 millions de francs pacifiques au 31 décembre 2025.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Comptes d'épargne à régime spécial	50 257 403	49 963 441
<i>PEL / CEL</i>	5 058 663	4 913 386
<i>Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)</i>	45 198 740	45 050 055
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	216 011 453	202 969 968
Dépôts de garantie	30 137	27 828
Autres sommes dues	488 211	645 541
Dettes rattachées	2 106 720	2 831 343
TOTAL DES DETTES SUR LA CLIENTELE	268 893 923	256 438 121

(*) Il s'agit de livrets rémunérés à fin 2025 à 0.2-0.3% et de livrets jeunes rémunérés à 0.7% non soumis à la législation métropolitaine.

(**) Conformément au règlement ANC n° 2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif.

(1) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	132 597 711		132 597 711	110 036 172		110 036 172
Autres comptes et emprunts		83 413 741	83 413 741		92 933 797	92 933 797
TOTAL	132 597 711	83 413 741	216 011 453	110 036 172	92 933 797	202 969 968

4.2.2. Répartition des encours de crédit par agent économique :

<i>en millions d'euros</i>	Créances saines		Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut		Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	121 694 220	1 812 823		852 872	1 442 227	680 034
Entrepreneurs individuels	2 873 339	413 502		226 183	260 091	159 482
Particuliers	140 125 457	4 391 558		2 539 878	3 421 769	1 977 173
Administrations privées	1 576 303	149		74	0	0
Administrations publiques et sécurité sociale	8 046 288					
Autres	241 813					
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2025	274 557 420	6 618 032		3 619 008	5 124 088	2 816 688

TOTAL AU 31 DECEMBRE 2024	257 556 918	6 635 781	3 157 439	5 106 471	2 493 062
--------------------------------------	-------------	-----------	-----------	-----------	-----------

4.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

4.3.1 Portefeuille titres

Principes comptables — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable. Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction. Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque. Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif. Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

Titres de transaction—Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable. Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus. A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Titres de placement—Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie. Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus. Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle. Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté. Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres d'investissement—Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt. Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres. Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Titres de l'activité de portefeuille—L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées. Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

La Banque de Tahiti ne détient pas de titres souverains européens émis par la Grèce, l'Irlande, le Portugal, Chypre, l'Espagne, la Hongrie ou l'Italie.

Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe—La Banque de Tahiti ne possède ni obligation, ni titres à revenu fixe.

Actions et autres titres à revenu variable—La Banque de Tahiti n'a pas d'activité de portefeuille.

4.3.2 Evolution des titres d'investissement—La Banque de Tahiti ne possède pas de titres d'investissement.

4.3.3 Reclassements d'actifs

Principes comptables — Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ». Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est possible dans les deux cas suivants : dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ; lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance. Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes : dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ; lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif. Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes : le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle nécessitant un changement de stratégie ; le marché est redevenu actif pour ces titres. Par ailleurs, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sauf exception sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis. Dans ce cas, la cession de ces titres n'est autorisée que dans des cas très limités.

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actif.

4.4. Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Principes comptables — Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle. Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs. A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse et des transactions récentes, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent. Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

4.4.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

en milliers d'XPF	01/01/2025	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2025
Valeurs brutes	1 568 741	-37 500	-694 113	0	460 622	1 297 750
Participations et autres titres détenus à long terme	1 568 741	-37 500	-694 113		460 622	1 297 750
Dépréciations	1 282 863	424 085	-694 113	0	0	1 012 835
Participations et autres titres à long terme	1 282 863	424 085	-694 113		0	1 012 835
Immobilisations financières nettes	285 878	-461 585	0	0	460 622	284 915

Lors de souscription dans des projets de défiscalisation les abandons de créances sont enregistrés en participations et sont provisionnés à 100%. En 2025, la Banque a souscrit dans 8 projets pour 424 millions de francs pacifiques contre 136 millions de francs pacifiques en 2025. À noter également 10 sorties de défiscalisation pour un montant total de 694 millions de francs pacifiques. Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts.

4.4.2. Tableau des filiales et des participations (en milliers de francs pacifiques) :

Filiales et participations	Capital	Capital x propres autres que le capital y compris	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montants des cautions et avals donnés par	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours	Observations
----------------------------	---------	---	--------------------------------------	-------------------------------------	--	---	---	--	--	--------------

	s FRBG le cas échéant			és et TSDI	la société	de l'exer cice
				Brute	Nette	
1. Filiales (détenues à + de 50%)						
1. Participations (détenues entre 10 et 50%)						
SOGEFOM	131 528	1 153 794	3,76%	3 718	3 718	334 134 76 534
SOFIDEP	1 500 000	4 378 484	1,67%	5 000	5 000	5 570 371 353
SWIFT			0,10%	339	339	
EDT	5 406 095	3 634 949	0,47%	50 000	50 000	20 186 536 753 578
AIR TAHITI	2 760 000	3 727 535	2,00%	21 450	21 450	18 204 662 -1 699 944
GIE SIEPF			20,00%	0	0	
GIE TECHNOLOGY						
SHARED SERVICES						
PACIFIQUE(T2S						
PACIFIQUE)	10 000		24,00%	2 400	2 400	
Apport en CCA SPPT douteux						
Mécanisme de solidarité				201 941	201 941	
Certificats d'associés (FGDR)				48	48	
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication						
Filiales françaises (ensemble)				1 012 854	19	
Filiales étrangères (ensemble)					0	
Certificats d'associations						
Participations dans les sociétés françaises						
Participations dans les sociétés étrangères						
dont participations dans les sociétés cotées						
4.4.3. Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable — La Banque de Tahiti n'a aucune entreprise.						
4.5. Opérations de crédit-bail et de locations simples						
Principes comptables — L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective. En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations. En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné. Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). La Banque de Tahiti n'a aucune opération de crédit-bail et de locations simples.						
4.6. Immobilisations incorporelles et corporelles.						
Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC) modifié notamment par le règlement ANC n° 2023-05 du 10 novembre 2023 sur les solutions informatiques.						
4.6.1. Immobilisations incorporelles						
Principes comptables — Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation. Les solutions informatiques développées en interne sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables à leur production et à leur préparation dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation. Les solutions informatiques acquises sont amorties sur une durée maximum 5 ans. Les solutions informatiques développées en interne sont amorties sur leur durée d'utilité ne pouvant excéder 15 ans. Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations. Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.						
<i>en milliers d'XPF</i>		01/01/2025		Augmentation	Diminution	Autres mouvements
						31/12/2025

Valeurs brutes	1 506 334	121 045	-29 932	0	1 597 446
Droits au bail et fonds commerciaux	137 116	0			137 116
Logiciels	1 369 218	121 045	-29 932		1 460 330
Autres	0				0
Amortissements et dépréciations	1 313 866	81 817	-	0	1 395 684
Droits au bail et fonds commerciaux	93 616				93 616
Logiciels	1 220 250	81 817			1 302 068
Autres	0				0
Total valeurs nettes	192 467	39 228	-29 932	0	201 762

4.6.2. Immobilisations corporelles

Principes comptables — Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours. Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu. Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

<i>Postes</i>	<i>Durée</i>
<i>Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes</i>	<i>20 à 50 ans</i>
<i>Toitures</i>	<i>25 ans</i>
<i>Ascenseurs</i>	<i>15 ans</i>
<i>Installations de chauffage ou de climatisation</i>	<i>10 ans</i>
<i>Éléments de signalétique et façade</i>	<i>5 à 10 ans</i>
<i>Ouvrants (portes et fenêtres)</i>	<i>20 ans</i>
<i>Clôtures</i>	<i>10 ans</i>
<i>Matériel de sécurité</i>	<i>5 à 7 ans</i>
<i>Câblages</i>	<i>10 ans</i>
<i>Autres agencements et installations des constructions</i>	<i>10 ans</i>

<i>en milliers d'XPF</i>	01/01/2025	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2025
Valeurs brutes	4 924 125	421 625	-172 293	0	5 173 456
Immobilisations corporelles d'exploitation	4 656 317	418 119	-172 293	0	4 902 143
Terrains	173 240				173 240
Constructions	575 087	511	0		575 597
Parts de SCI	0				0
Autres	3 907 990	417 608	-172 293		4 153 306
Immobilisations hors exploitation	267 808	3 506	0		271 313
Amortissements et dépréciations	2 879 556	257 180	-11 100	0	3 125 636
Immobilisations corporelles d'exploitation	2 786 733	244 750	-11 100	0	3 020 383
Terrains	0				0
Constructions	434 166	13 328			447 494
Parts de SCI	0				0
Autres	2 352 567	231 422	-11 100		2 572 890
Immobilisations hors exploitation	92 823	12 429	0		105 252
TOTAL VALEURS NETTES	2 044 569	164 445	-161 193	0	2 047 821

4.7. Dettes représentées par un titre.

Principes comptables — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif. Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir. Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse et bons d'épargne	1 281 658	1 307 300
Titres du marché interbancaire et de créances négociables		

Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	18 001	20 268
TOTAL	1 299 659	1 327 569

Il n'y a pas de prime de remboursement ou d'émission restant à amortir.

4.8. Autres actifs et autres passifs.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	0	249 0	0	0
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres*				
Créances et dettes sociales et fiscales	338 890	1 452 009	401 218	1 089 621
Dépôts de garantie versés et reçus	159 090	471	159 816	471
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	1 231 534	596 614	1 428 936	588 441
TOTAL	1 729 514	2 049 344	1 989 970	1 678 533

Conformément au règlement ANC n° 2020-10, le montant de la dette sur titres empruntés est diminué de la valeur des titres identiques classés par l'établissement parmi les titres de transaction et à concurrence du montant de la dette. Voir note 4.3.1. Les autres débiteurs divers comprennent principalement les acomptes des fournisseurs pour 1 231 213 milliers de francs pacifiques. Les créditeurs divers comprennent des dettes relatives aux personnels pour 507 688 milliers de francs pacifiques. Au 31/12/2025, une avance auprès du fournisseur T2SPAC est comptabilisée à hauteur de 879 millions de francs pacifiques.

4.9. Comptes de régularisation.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	0	0	0	0
Charges et produits constatés d'avance	54 728	38 151	43 924	38 047
Produits à recevoir/Charges à payer	97 075	1 104 742	71 604	1 354 883
Valeurs à l'encaissement	381 659	1 342 752	404 696	1 051 376
Autres	212 638	693 325	246 714	1 282 328
TOTAL	746 100	3 178 969	766 937	3 726 634

(1) et (2) Détail le cas échéant

Les autres comptes de régularisation débiteurs se composent des échéances d'effets non encore reversées pour 24 985 milliers de francs pacifiques, des crédits en attente d'encaissement pour 160 milliers de francs pacifiques et des chèques en attente d'encaissement pour 68 990 milliers de francs pacifiques. Les autres comptes de régularisation créditeurs divers se composent principalement des fonds à reverser à la CDC pour 138 449 milliers de francs pacifiques et de fonds reçus sur les comptes de trésorerie de la banque non encore affectés pour 186 millions de francs pacifiques.

4.10. Provisions.

Principes comptables — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

Engagements sociaux—Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- Avantages à court terme : Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restants dus à la clôture.
- Avantages à long terme : Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).
- Indemnités de fin de contrat de travail : Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.
- Avantages postérieurs à l'emploi : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités. Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan. La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme. La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus. Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs. La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement—Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi. Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits : l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ; l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL. Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part. Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques : l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ; l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations. La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire. La provision sectorielle initialement constituée durant la période COVID a été maintenue et correspond désormais à une provision sectorielle en tant que telle. Elle est constituée sur encours sains, additionnelle et complémentaire aux provision IFRS9 S1/S2. Le modèle révisé pour l'arrêté 2025 matérialise un risque global ciblé sur certains secteurs de l'économie polynésienne, ou certaines natures de crédits spécifiques, en tenant compte de la sinistralité constatée dans les encours de la Banque de Tahiti. Le facteur de Denotching reflète l'anticipation de pertes en cas de crise. Il s'agit d'un taux composite intégrant deux dimensions : le taux de défaut estimé couplé au taux de provision moyen (S2 ou S3). Les modalités d'évaluation de la provision IFRS9 sont décrites au paragraphe

4.10.1. Tableau de variations des provisions :

<i>en milliers d'XPF</i>	01/01/2025	Dotations	Autres variations	Reprises	31/12/2025
Provisions pour risques de contrepartie	27 249	9 252		-13 506	22 995
Provisions pour engagements sociaux	316 958	42 783		-60 136	299 605
Provisions pour PEL/CEL	23 447	0		-22 576	871
Autres provisions pour risques	768 729	100 967		-680 960	188 737
Provisions pour impôts	0				-
Provisions sectorielles (1)	562 154	33 488		-595 642	0
Provision IFRS9	116 370	0		-56 519	59 851
Autres	90 206	67 479		-28 799	128 886
TOTAL	1 136 384	153 002	0	-777 178	512 208

La provision sectorielle a fait l'objet d'un reclassement en FRBG au 31/12/2025.

4.10.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie :

<i>en milliers d'XPF</i>	01/01/2025	Dotations	Autres variations	Reprises	31/12/2025
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	3 157 439	1 111 699	0	-650 130	3 619 008
Dépréciations sur créances sur la clientèle	3 157 439	1 111 699	0	-650 130	3 619 008
Dépréciations sur autres créances	0				-
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	705 773	42 740	0	-665 667	82 846
Provisions sur engagements hors bilan (1)	27 249	9 252		-13 506	22 995
Provisions pour risques pays	0				-
Provisions sectorielles	562 154	33 488		-595 642	0
Provision IFRS 9	116 370	0	0	-56 519	59 851

TOTAL	3 863 212	1 154 439	0	-1 315 797	3 701 854
--------------	------------------	------------------	----------	-------------------	------------------

(1) Provisions constituées au titre d'engagement de financement et de garantie dont le risque est avéré

4.10.3. Provisions pour engagements sociaux.

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies — Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) et un régime sur complémentaire auquel adhère la Banque de Tahiti. L'engagement de la Banque de Tahiti est limité au versement des cotisations.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme — Les engagements de la Banque de Tahiti concernent les régimes suivants : Retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière ; autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme. Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables modifiée le 5 novembre 2021.

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan :

<i>en milliers d'XPF</i>	Régimes CARBP/ ex- CGRCE	Retraites	Autres engagts	31/12/2025	Régimes CARBP/ ex- CGRCE	Retraites	Autres engagts	31/12/2024
Valeur actualisée des engagements financés			157 996	157 996			149 542	149 542
Solde net au bilan	0	0	157 996	157 996	0	0	149 542	149 542

Analyse de la charge de l'exercice :

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025				31/12/2024			
	Régimes CARBP/ ex- CGRCE	Retraites	Autres engagem ts	Total	Régimes CARBP/ ex- CGRCE	Retraites	Autres engagem ents	Total
Autres			-20 000	-20 000			-20 000	-20 000
TOTAL	0	0	-20 000	-20 000	0	0	-20 000	-20 000

Principales hypothèses actuarielles—Les tables de mortalité utilisées sont les tables de mortalité réglementaires prescrites par le Code des Assurances : TH0002 (Hommes) et TF0002 (Femmes).

4.10.4. Provisions PEL/CEL.

Encours de dépôts collectés

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
* ancienneté de moins de 4 ans	1 404 889	1 288 287
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 315 928	1 477 346
* ancienneté de plus de 10 ans	1 554 821	1 575 329
Encours collectés au titre des plans épargne logement	4 275 638	4 340 962
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	783 025	572 424
TOTAL	5 058 663	4 913 386

Encours de crédits octroyés

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement	0	0
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement	0	0
Total des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement	0	0

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement (PEL et CEL)

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2024	Dotations / reprises nettes	31/12/2025
Provisions constituées au titre des PEL			
* ancienneté de moins de 4 ans	0	-	0
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	-	0
* ancienneté de plus de 10 ans	13 881	-13 881	0
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	13 881	-13 881	0
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	9 566	-8 695	871
Provisions constituées au titre des crédits PEL	0	0	0
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	0	0	0
Total des provisions constituées au titre de l'épargne logement	23 447	-22 576	871

4.11. Dettes subordonnées.

Principes comptables — Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Les intérêts courus à verser attachés aux

dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. La Banque de Tahiti n'a pas émis de prêt subordonné remboursable

4.12. Fonds pour risques bancaires généraux.

Principes généraux — Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) constitue une provision destinée à couvrir les risques inhérents à l'activité bancaire, non individualisés à la date de clôture. Il vise à faire face à des risques de nature systémique ou conjoncturelle, notamment liés à l'évolution de l'environnement économique, financier ou sectoriel, susceptibles d'affecter l'ensemble des activités de l'établissement, sans qu'il soit possible de les rattacher à des opérations ou contreparties identifiées. Le FRBG est déterminé sur la base d'une appréciation prudente des risques encourus par l'établissement à la date de clôture. Cette appréciation tient compte notamment : de la situation macroéconomique et financière, de l'évolution des portefeuilles de crédits et d'engagements, de la qualité des actifs et des expositions sectorielles, ainsi que des perspectives d'évolution des risques à moyen terme.

<i>en millions d'XPF</i>	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2025
Fonds pour risques bancaires généraux	27 114	536 934			564 048
Provision pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme	264 000				264 000
TOTAL	291 114	536 934	0	0	828 048

Au cours de l'exercice 2025, le FRBG a évolué comme suit : dotations : 536 MXPF ; reprises : néant ; solde à la clôture : 564 MXPF.

La dotation de l'exercice reflète le maintien du niveau de couverture des risques de crédit dans un contexte marqué par le reclassement de la provision sectorielle auparavant comptabilisée en provisions collectives sur encours sains.

4.13. Capitaux propres.

<i>n millions d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2023	2 514 666	3 949 094	8 900 423	0	1 452 909	16 817 093
Mouvements de l'exercice			1 452 909	0	-13 535	1 439 375
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2024	2 514 666	3 949 094	10 353 333	0	1 439 375	18 256 467
Impact changement de méthode		286 883			-335 289	-48 406
Affectation résultat 2025			1 104 086	0	-1 104 086	0
Distribution de dividendes						0
Augmentation de capital	45 828					0
Résultat de la période					1 774 711	1 774 711
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2025	2 560 494	4 235 977	11 457 419	0	1 774 711	20 028 061

Le capital social de la Banque de Tahiti s'élève à 2 560 494 milliers de francs pacifiques et est composé de 426 749 actions au nominal de 6 000 francs pacifiques, entièrement souscrites par ses actionnaires dont 413 520 actions détenues par Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile de France. Conformément à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2025 statuant sur les comptes 2024, le résultat 2024 a été distribué à ses actionnaires à hauteur de 335 288 milliers de francs pacifiques et reporté à nouveau à hauteur de 1 104 086 milliers de francs pacifiques. Les réserves sont composées de la Réserve Légale pour 251 467 milliers de francs pacifiques, des autres réserves pour 3 462 372 milliers de francs pacifiques et du report à nouveau de 7 743 579 milliers de francs pacifiques.

4.14. Durée résiduelle des emplois et ressources.

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

<i>en milliers d'XPF</i>	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2025
Total des emplois	51 511 433	48 417 608	134 847 107	130 639 112	0	365 415 260
Créances sur les établissements de crédit	28 902 439	22 869 691	35 499 680	1 247		87 273 057
Opérations avec la clientèle	22 608 994	25 547 916	99 347 427	130 637 865		278 142 203
Total des ressources	258 286 779	69 179 234	53 393 527	1 388 847	0	382 248 387
Dettes envers les établissements de crédit	30 267 844	37 685 623	43 895 838	205 501		112 054 805
Opérations avec la clientèle	227 341 952	31 002 215	9 420 909	1 128 847		268 893 923
Dettes représentées par un titre	676 983	491 396	76 780	54 500		1 299 659
Dettes subordonnées	0	0	0	0		0

Suite à l'application du règlement ANC n° 2020-10, les dettes représentées par un titre sont présentées après déduction des titres empruntés et la créance sur le fonds d'épargne est présenté en déduction de l'épargne réglementée. Se référer aux notes 4.2, 4.3.1 et 4.8

Note 5. – Informations sur le hors bilan et opérations assimilées.

5.1. Engagements reçus et donnés.

Principes généraux — Engagements de financement — Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit et assimilés. Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits confirmés,

les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés. Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

Engagements de garantie—Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés. Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés. Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

5.1.1. Engagements de financement.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement donnés		
en faveur des établissements de crédit	31 465	120 000
en faveur de la clientèle	56 638 859	45 686 904
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	982 907	405 160
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	55 655 952	45 281 744
<i>Autres engagements</i>	0	0
Total des engagements de financement donnés	56 670 324	45 806 904
Engagements de financement reçus		
d'établissements de crédit	0	0
Total des engagements de financement reçus	0	0

5.1.2. Engagements de garantie.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit	1 712 238	1 769 941
- <i>autres garanties</i>	1 712 238	1 769 941
D'ordre de la clientèle	14 231 490	13 199 886
- <i>cautions immobilières</i>	3 059 000	1 219 000
- <i>cautions administratives et fiscales</i>	2 790 529	2 775 933
- <i>autres cautions et avals donnés</i>	7 538 477	8 332 367
- <i>autres garanties données</i>	843 483	872 586
Total des engagements de garantie donnés	15 943 727	14 969 826
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	253 680 664	227 973 418
Total des engagements de garantie reçus	253 680 664	227 973 418

5.1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan :

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	51 510 162	0	46 501 327	0
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0	0	0	0
Total	51 510 162	0	46 501 327	0

Au 31 décembre 2025, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent 51 510 162 milliers de francs pacifiques de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de IEOM. Et dans le cadre du PGE, la garantie reçue de l'État représente 2 525 014 691 milliers de francs pacifiques.

5.2. Opérations sur instruments financiers à terme.

Principes comptables — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture. Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes — Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes : microcouverture (couverture affectée) ; macrocouverture (gestion globale de bilan) ; positions spéculatives / positions ouvertes isolées ; gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction. Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat. Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation. En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ». Les charges et produits relatifs

aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés. Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument. La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré). Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision comptabilisée dans la rubrique « Provisions » au passif. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Il sera tenu compte dans l'évaluation des positions ouvertes isolées du coût de liquidité et du risque de contrepartie. Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie, coût de liquidité et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation sauf le cas échéant pour le coût de liquidité. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ». Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit : pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ; pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles — Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché. Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat. Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture. Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

5.2.1. Instruments financiers et opérations de change à terme.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025				31/12/2024			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Opérations fermes								
<i>Opérations de gré à gré</i>	4 614 203	-4 613 550	653	0	10 583 283	-10 576 605	6 679	0
Autres contrats de change	4 614 203	-4 613 550	653		10 583 283	-10 576 605	6 679	
Total opérations fermes	4 614 203	-4 613 550	653	0	10 583 283	-10 576 605	6 679	0

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des achats et ventes à terme de devises.

5.2.2. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré — Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

5.2.3. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés organisés				0
Opérations de gré à gré	0	0	0	0
Opérations fermes	0	0	0	0
Opérations sur marchés organisés	0	0		0
Opérations de gré à gré	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

5.3. Opérations en devises

Principes comptables — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC). Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition. Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice. Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés prorata temporis en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme

en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises.

<i>en milliers d'XPF</i>	31/12/2025	31/12/2024
Opérations de change comptant		
Monnaies à recevoir non reçues	311 133	164 725
Monnaies à livrer non livrées	157 449	70 569
TOTAL	468 582	235 294

5.4. Ventilation du bilan par devise.

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Euro	69 316 454	69 316 204	45 760 165	45 760 165
Francs Pacifiques	305 915 253	305 915 502	282 937 962	282 937 940
Dollar Américain	19 276 754	19 276 754	20 715 610	20 715 397
Livre Sterling	100 755	100 755	128 932	128 932
Yen Japonais	153 450	153 450	260 287	260 290
Dollar Australien	1 988 359	1 988 359	1 940 611	1 940 618
Dollar Canadien	45 178	45 178	42 341	42 341
Dollar Suisse	3 241	3 241	1 972	1 976
Dollar Hong Kong	298	298	112	112
Dollar Néozélandais	12 028 648	12 028 648	12 136 766	12 136 983
Dollar Singapour	16 658	16 658	16 870	16 874
Autres devises	507	507	379	379
Total	408 845 557	408 845 557	363 942 008	363 942 008

Note 6. – Autres informations.

6.1. Consolidation.

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 211-2 du règlement ANC 2020-01, la Banque de Tahiti n'établit pas de comptes consolidés.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

6.2. Rémunérations, avances, crédits et engagements

Aucune avance, aucun crédit et/ou aucun engagement n'ont été accordés aux mandataires sociaux ou aux membres du Conseil d'Administration à des conditions qui diffèreraient des conditions appliquées aux salariés de la Banque de Tahiti

6.3. Honoraires des commissaires aux comptes.

<i>en milliers d'XPF</i>	BDO				KPMG				Grant Thornton			
	Exercice 2025		Exercice 2024		Exercice 2025		Exercice 2024		Exercice 2025		Exercice 2024	
	Montant (TTC)	%	Montant (TTC)	%	Montant (TTC)	%	Montant (TTC)	%	Montant (TTC)	%	Montant (TTC)	%
Audit												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	9 756	53%	9 625	47%	209	1%	10 950	53%	8 402	46%	0	0%
TOTAL	9 756		9 625		209		10 950		8 402		0	

6.4. Implantation dans les pays non coopératifs.

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'Économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires. Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme. Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction. Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 18 avril 2025,

pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts. Au 31 décembre 2025, la Banque de Tahiti n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

IV. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion 2025 est disponible sur simple demande adressée à la société Banque de Tahiti SA, Direction financière, BP 1602, 98713 PAPEETE - RP, Polynésie Française.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2025.

A l'attention de l'assemblée générale de la Banque de Tahiti S.A.,

Opinion — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque de Tahiti S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Référentiel d'audit — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance — Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.


Observation - Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes suivants de l'annexe des comptes annuels :-Le point exposé dans la note 3.12 « Impôt sur les bénéfices » de l'annexe des comptes annuels concernant le traitement comptable des opérations de défiscalisation et à la constatation des crédits d'impôt au fur et à mesure de leur utilisation, sans considération d'état d'avancement des projets concernés.-Le point exposé dans la note 4.10.1 et 4.12 concernant le reclassement de la provision sectorielle du poste Provisions au poste Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG).

Justification des appréciations - Points clés de l'audit — En application des normes d'exercice professionnel relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit - dépréciation individuelle et collective

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>La Banque de Tahiti est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédit supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de votre banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, votre banque enregistre, dans ses comptes individuels, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit. Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie du crédit, probabilité de défaut, taux de perte en cas de défaut, informations prospectives).</p> <p>Les provisions constituées lors de l'exercice précédent sur base sectorielle au regard de spécificités locales identifiées par votre banque ont été reclassées en FRBG à la clôture de l'exercice.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les provisions et dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, en particulier, et font appel</p>	<p>Provisionnement des encours de crédit non douteux présentant une détérioration significative du risque de crédit :</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à : Prendre connaissance des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles, Nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant la surveillance du risque de crédit des créances non douteuses, Apprécier le contrôle de la base des expositions utilisée pour déterminer le provisionnement des encours non douteux.</p> <p>Dépréciation des encours de crédit douteux et douteux compromis :</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons, d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelles.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé</p>

<p>au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédit aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues, que dans l'appréciation du niveau de dépréciation des encours de crédits douteux et douteux compromis.</p>	<p>des analyses contradictoires des montants des provisions.</p> <p>Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2025.</p>
<p> <i>Le stock de dépréciations individuelles sur les encours de créances sur la clientèle s'élève à 3 619 MFCFP pour un encours brut de 281 761 MFCFP (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation à hauteur de 6 618 MFCFP) au 31 décembre 2025. Le coût du risque sur l'exercice 2025 est créditeur s'élève à +188 MFCFP (contre</i></p> <p><i>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 3.9 « Coût du risque » et 4.2. « Opérations avec la clientèle » de l'annexe. Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes 3.9 « Coût du risque » et 4.2. « Opérations avec la clientèle » de l'annexe.</i></p>	

Vérifications spécifiques — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

— Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels — *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ; il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ; il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les

éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Grant Thornton
Membre de Grant Thornton International
Simon CHAIZE
Associé

Papeete, le 20 avril 2026
S.C.P. Changues-Ménard-Albert-Boyer
Membre de BDO International Ltd
Elisabeth Albert
Associée

VI. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'attention de l'assemblée générale de la Banque de Tahiti S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, modifié par l'arrêté n° 1570 CM du 13 octobre 2016, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation. Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 92 du décret du 23 mars 1967 modifié par l'arrêté n° 1570 CM du 13 octobre 2016 relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article 91 du décret du 23 mars 1967 du Code de commerce modifié par l'arrêté n° 1570 CM du 13 octobre 2016, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Bail commercial conclu entre la Banque de Tahiti et BPCE Lease Tahiti :

Personne concernée : Monsieur Frédéric PANIGOT

Un bail commercial a été signé en date du 19/03/2021, et modifié par un avenant en date du 23 mars 2021, et qui concerne la location d'un ensemble immobilier dénommé « Centre commercial du Marché ».

Cette convention a été autorisée à postériori par votre conseil d'administration en date du 15 mars 2022 et ratifiée par l'Assemblée générale du 28/04/2022.

La durée du bail est de 9 années à compter du 1^{er} avril 2021 soit jusqu'au 31 mars 2030.

Le montant de loyer comptabilisé au titre de l'exercice 2025 s'élève à 1 681 212 XPF hors taxes.

2. Conventions de services conclues entre la Banque de Tahiti et GIE Technology Shared Services Pacifique (T2S Pacifique)

Personnes concernées : Madame Florence DUMORA et Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 7 décembre 2012 a autorisé la convention de services signée le 23 octobre 2012 avec prise d'effet au 1^{er} avril 2012 portant sur les services suivants :

- Exploitation et production informatiques,
- Exploitation et production monétiques,
- Assistance aux utilisateurs à travers le service desk,
- Administration des systèmes et réseaux,
- Maintenance corrective et montée de version logicielle,
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre tant pour les évolutions du système d'informations que pour la conduite de projets informatiques,
- Sécurisation et supervision des systèmes informatiques,
- Reporting et mesure de la qualité de services.

Le montant enregistré en charges sur 2025 s'élève à 751 361 319 XPF hors taxes.

3. Convention de garantie conclue entre la Banque de Tahiti et BPCE Lease Tahiti

Personnes concernées : Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 28 juin 2011 a autorisé la convention signée en date du 23 décembre 2010, valable pour une durée de trois ans à partir du 1^{er} janvier 2011, puis renouvelable annuellement par tacite reconduction.

La Banque de Tahiti s'est engagée à garantir le paiement des sommes dues par des clients dans la limite de la part garantie à BPCE Lease Tahiti.

Au titre de l'exercice 2025, votre société a enregistré dans ses comptes un produit de 33 853 689 XPF hors taxes.

4. Convention de gestion conclue entre Banque de Tahiti et BPCE Lease Tahiti :

Personne concernée : Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 14 septembre 2022 a autorisé la convention de gestion signée le 20 septembre 2022 avec prise d'effet rétroactive au 1^{er} janvier 2022 et renouvelable de plein droit par tacite reconduction par période annuelle portant sur les services suivants fournis par la Banque de Tahiti à BPCE Lease Tahiti :

- Assistance et mise à dispositions de ressources informatiques
- Assistance commerciale générale en lien avec l'objet sociale de BPCE Lease Tahiti.

La rémunération globale annuelle 2025 enregistrée en produits dans les comptes de votre société pour les prestations relatives à cette convention s'élève à 2 500 000 XPF hors taxes.

5. Contrat de prestations de services conclu entre la Banque de Tahiti et l'Etablissement stable en Polynésie Française du GIE Technology Shared Services Pacifique (T2S Pacifique)

Personnes concernées : Madame Florence DUMORA et Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 7 décembre 2012 a autorisé le contrat de prestations de services signé le 21 novembre 2012 avec prise d'effet au 1^{er} avril 2012, et modifié par un avenant en date du 15 février 2017. Cet avenant n'a pas été approuvé préalablement du fait d'une omission du Conseil d'Administration. Cette convention porte sur les prestations suivantes :

- Recrutement
- Formation
- Gestion de carrières
- Paie
- Relations avec les organismes extérieurs
- Agence du personnel

Un montant de 958 400 XPF hors taxes a été comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2025.

b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

6. Convention cadre crédit-bail entre BPCE Lease (anciennement Natixis Lease) et BPCE International

Personnes concernées : Monsieur Frédéric PANIGOT

Votre Conseil d'Administration du 28 juin 2011 a autorisé votre société à adhérer à la convention cadre crédit-bail conclue entre BPCE Lease et BPCE International en date du 23 décembre 2010. La Caisse d'Épargne Ile-de-France était cessionnaire des droits et obligations de BPCE International au titre de cette convention. Cette convention détermine les modalités de commercialisation par la Banque de Tahiti des contrats de crédit-bail mobiliers, de location financière, de location avec option d'achat et de crédit-bail immobilier. La banque s'engage à instruire et analyser les dossiers des clients ; elle se charge à ce titre de procéder aux vérifications d'usage en matière de lutte anti-blanchiment et d'insolvabilité. La Banque de Tahiti s'est engagée à garantir le paiement des sommes dues par les clients dans la limite de la part garantie à BPCE Lease Tahiti. Au titre de l'exercice 2025, aucun montant n'a été comptabilisé au titre de cette convention.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues

Papeete, le 20 avril 2026

Grant Thornton
Membre de Grant Thornton International
Simon CHAIZE
Associé

SCP Changues-Ménard-Albert-Boyer
Membre de BDO International Ltd
Elisabeth Albert
Associée